

inacceptables lorsqu'elles sont basées sur des concepts inadéquats (féodalité; lutte des classes; « organisations politiques » pour désigner des mouvements d'opposition non structurés, du moins avant 1908). L'analyse portant sur la classe politique et sur les réformistes sous Nâseroddîn Shâh ignore l'étude importante de Shaul Bakhsh (Londres 1978, cf. *Abstracta* (1979), n° 155). Le passage concernant Jamâloddîn Asadâbâdî al-Afghânî ignore de nombreuses études sur ce personnage à l'action controversée, etc... Nous passons sur les fautes d'orthographe ou autres erreurs matérielles trop nombreuses pour être signalées.

Jean CALMARD  
(C.N.R.S., Paris)

Jacob M. LANDAU, *The politics of Pan-Islam. Ideology and Organization.* Clarendon Press, Oxford, 1990. 438 p.

L'auteur reprend, et prolonge jusqu'aux années 1980, l'étude de la vision et des mouvements panislamistes qui remontent, on le sait, à l'époque du sultan Abdul-Hamid et des Jeunes Turcs. Il a ainsi le mérite de ramener l'attention sur des événements et des débats importants, résitués dans la moyenne durée, alors que la littérature politologique sur l'islam contemporain ne cesse de tout enfermer dans la courte durée (1970-1980). La longue durée — émergence de l'islam et période classique — demeure l'apanage des « islamologues ». Cette fragmentation d'une réalité massive et continue rend dérisoire les nombreux essais ou études qui ont fini par transformer l'islam en une hypostase omniprésente, omnipotente et incontournable à l'instar d'Allah que cette religion est censée enseigner...

Six chapitres denses retracent une évolution dont les liens avec les puissances de l'Europe occidentale ne sont pas toujours correctement mis en évidence :

- 1) L'ère hamidienne : une idéologie impériale.
- 2) L'ère « Jeunes Turcs » : le Pan-Islam en paix et en guerre.
- 3) Heurt entre Pan-Islam, Russie et Union soviétique.
- 4) La Turquie sort du mouvement tandis que les musulmans de l'Inde y entrent.
- 5) L'Entre-deux-guerres : l'âge de la convention.
- 6) Le Pan-Islam dans les années récentes : nouvelles idéologies et organisation formelle.

Vingt-et-un appendices rassemblent des textes officiels importants : rapports, proclamations, manifestes, résolutions, etc., ce qui rehausse la valeur documentaire de l'ouvrage.

Selon l'auteur, le terme « Pan-Islam » apparaît pour la première fois, en allemand et en anglais, dans une lettre du turcologue arménien Arminius Vambery, datée du 31/12/1877, mais c'est le journaliste français Gabriel Charmes qui en fait un usage plus étendu dans les années 1880. L'expression *Ittihâd-i-Islâm* avait été utilisée dès 1865 par les « Jeunes Ottomans ».

Telle qu'elle s'est imposée à partir de 1880-1890, alors que presque tous les pays musulmans étaient sous domination coloniale, l'idéologie panislamiste repose sur les aspirations suivantes :

- 1<sup>o</sup> besoin d'une forte autorité centrale, incarnée dans le calife, pour promouvoir l'idée d'un Pan-Islam;
- 2<sup>o</sup> rallier tout le monde musulman à la même cause;
- 3<sup>o</sup> obéissance de tous les musulmans au calife;
- 4<sup>o</sup> aller jusqu'au sacrifice de soi et de ses biens pour marquer la solidarité avec la cause;
- 5<sup>o</sup> être prêt à mener une action politique, économique et militaire commune;
- 6<sup>o</sup> établir un État rassemblant tous les musulmans.

L'auteur, fort de ces définitions, soutient l'idée, devenue dogme pour les musulmans comme pour leurs interprètes islamologues, que « les valeurs islamiques déterminent la politique — et, plus tard, l'économie — du Pan-Islam » (p. 7).

À mesure que se déroule la narration des événements, les facteurs politiques, économiques et sociaux, prennent tant d'importance que les « valeurs islamiques » n'apparaissent plus que comme une référence mythique. L'auteur ne mentionne ni le terme mythe, ni le concept d'imaginaire social; pour la littérature islamologique, même quand il s'agit d'histoire sociale et politique, le recours à l'anthropologie est exclu, sauf s'il s'agit expressément de cette discipline. Le résultat en est un récit linéaire où tout semble surgir de cet ensemble d'aspirations, de revendications, de réactions, de luttes rattachées à l'Islam, devenu ici Pan-Islam.

L'évocation des puissances européennes, en pleine rivalité pour se partager la dépouille de l'Empire ottoman, ne s'élève guère jusqu'à l'analyse des forces déterminantes qui feraient apparaître les conduites panislamistes comme des *réactions*, bien plus que comme des éruptions, des productions internes des sociétés en cause. L'exemple le plus significatif de cette atténuation systématique des responsabilités historiques de l'Europe, puis des États-Unis à partir des années 1950, est le silence total de l'auteur sur les transactions, les luttes, les cheminements qui ont conduit à la création de l'État d'Israël, avec toutes les conséquences pour le durcissement de l'idée nationaliste arabe et des mouvements islamistes. Ce n'est pas la première fois que sont ainsi passées sous silence les *corrélations*, pourtant évidentes, continues et déterminantes, entre les stratégies de domination, de contrôle, d'exploitation, et les réactions idéologiques qu'elles entraînent dans les sociétés complexes, réduites à l'appellation globalisante « Islam ». On peut alors aisément concentrer sur celui-ci toutes les « explications », toutes les « causes », des évolutions que connaissent les sociétés dites musulmanes. Bien que, dans sa conclusion, l'auteur aborde très brièvement les questions de l'échec et du succès du panislamisme en relation avec l'environnement politique international, il revient à l'*Islam* comme bénéficiaire et source de toutes les énergies déployées dans les communautés et les sociétés « musulmanes ». L'analyse sociologique la plus rapide de chacune de ses sociétés, ainsi englobées dans une même appellation et qualification religieuse (islam / musulman), montrerait combien la multiplicité des groupes ethno-culturels, des réalités linguistiques, des mémoires collectives, dément aussi bien les

discours panislamistes que leurs transcriptions, narratives et descriptives, dans les langues européennes.

On retiendra, malgré tout, l'utilité du livre pour l'abondance des faits rapportés et la pertinence des documents exploités.

Mohammed ARKOUN  
(Université de Paris III)

Avi SHLAIM, *Collusion across the Jordan, King Abdullah, the Zionist Movement and the Partition of Palestine*. Clarendon Press, Oxford, 1988. 676 p.

*The Politics of Partition, King Abdullah, the Zionists and Palestine, 1921-1951*. Oxford University Press, 1990. 466 p.

L'ouvrage d'Avi Shlaim (le second volume n'est qu'une réédition du premier) est une importante contribution à l'histoire du premier conflit israélo-arabe. Mal reçu en Israël, il a été interdit en Jordanie. En raison de son succès, il bénéficie d'une édition en format de poche avec un texte condensé, avec quelques corrections et la suppression de l'apparat critique. La thèse centrale du livre est l'existence d'un accord explicite en 1947 entre les hachémites et les sionistes pour un partage à l'amiable de la Palestine et la suppression d'un État arabe palestinien, ceci avec la complicité britannique qui a laissé faire.

L'auteur s'appuie essentiellement sur le dépouillement des archives israéliennes et britanniques et analyse d'abord l'histoire des protagonistes qui recoupent celle du conflit israélo-arabe. Il montre que l'incompatibilité des positions entre les sionistes et les Arabes palestiniens rendait impossible toute tentative de compromis, tandis que les sionistes ont reçu dès 1921 un bon accueil auprès de l'émir Abdallah de Transjordanie (qui devient roi de Jordanie en 1946). Abdallah souffre d'être enfermé dans son petit État alors qu'il a joué un si grand rôle dans la révolte arabe de 1916-1918. Sa revendication d'avoir la direction du monde arabe lui vaut l'inimitié des autres responsables politiques arabes. Percevant l'entité sioniste de Palestine comme une sorte de *millet* ottoman, il a compris très tôt que le rapport des forces risquerait d'être défavorable pour les Arabes et qu'il valait mieux un compromis territorial dont il serait bien évidemment le bénéficiaire. Si des contacts intermittents ont lieu durant un demi-siècle, les sionistes ont plutôt privilégié les rapports avec les Syriens, les Égyptiens et les Saoudiens. Ce n'est qu'à partir de 1946 que l'on commence à parler de choses concrètes pour un partage à l'amiable entre l'État hébreu et la Jordanie. La collusion est définitivement conclue au début de 1948 : l'armée jordanienne occupera la partie accordée à l'État arabe palestinien et ne combattra pas les forces sionistes qui resteront dans la part juive du plan de partage de l'ONU du 29 novembre 1948.

Cet accord, essentiellement oral entre le roi et les différents émissaires sionistes, ne sera pas pourtant respecté sur le terrain : en dépit du soutien discret des Britanniques à la politique d'Abdallah, les sionistes croient à une duplicité de Londres qui serait toujours en train de comploter pour empêcher la création de l'État hébreu, d'où une méfiance permanente mais injustifiée envers le roi de Jordanie ; la guerre menée par les Arabes palestiniens contre les sionistes accroît les passions, surtout après les massacres de population arabe et l'expulsion des habitants